

Relazione della commissione d'inchiesta de La France insoumise

La crise sanitaire du Covid-19 interroge notre organisation de la société en profondeur. Jamais nous n'avions été confrontés dans le passé à une crise avec plus de la moitié de l'humanité confinée. Jamais nous n'avions eu à faire face à une réorganisation forcée aussi brutale à l'échelle internationale depuis la seconde guerre mondiale.

La démocratie piétinée

Dès les premiers jours de l'épidémie, l'état d'impréparation du pays est apparu aux yeux de tous. L'improvisation a fait office de politique, là où une véritable planification de la mobilisation sanitaire aurait été nécessaire. Les erreurs et les mensonges, qui ont coûté des vies, ont semé le doute sur les mesures décidées par le pouvoir. Et au moment où la mobilisation populaire et la démocratie sont pourtant essentielles pour établir une unité d'action dans le pays, le président de la République et le gouvernement ont décidé de concentrer encore plus de pouvoir et de décider seuls : l'état d'urgence sanitaire donne des pouvoirs exorbitants à l'exécutif, contourne le Parlement et piétine nos libertés individuelles. Pourtant, même pendant la première guerre mondiale, un comité de suivi parlementaire continuait de contrôler l'action du gouvernement et maintenait ainsi la séparation des pouvoirs. Aujourd'hui, le contrôle de l'action gouvernementale se limite à des questions au gouvernement 2 heures par semaine et à une mission d'information qui s'apparente à une véritable mascarade. 1 minute de temps de parole seulement pour questionner les ministres et, bien entendu, aucun pouvoir d'enquête.

Mais le Parlement n'est pas le seul à se faire piétiner : la démocratie sociale, pourtant si importante pour permettre aux salariés de définir les mesures sanitaires à prendre dans l'entreprise, a été complètement bafouée. Le gouvernement a là aussi refusé de décider avec les syndicats et les travailleurs et travailleuses de ce pays des questions essentielles : la réquisition et la nationalisation d'entreprises stratégiques, ou la distinction entre les secteurs économiques essentiels et ceux qui mettent inutilement en danger la vie des salariés.

Les objectifs de la commission d'enquête du suivi du Covid-19

Nous ne pouvions pas laisser le monopole de l'information au seul gouvernement. Les groupes parlementaires de la France insoumise (à l'Assemblée nationale et au Parlement européen) ont donc lancé une commission d'enquête de suivi du Covid-19 le 30 mars 2020. Elle s'est donnée trois objectifs principaux :

- Enquêter sur les responsabilités de la situation
- Contrôler le gouvernement dans la gestion de la pandémie
- Définir une issue politique à cette crise de civilisation

Cette commission d'enquête visait aussi à rappeler le postulat fondamental de la démocratie : en toute situation un autre chemin est possible. Nous étions certes toutes et tous confinés, mais la politique et la réflexion se devaient d'être déconfinées.

L'intergroupe parlementaire de la France Insoumise a ainsi contribué à l'intérêt général par ses propositions mais aussi par ses critiques. La commission d'enquête de suivi du Covid-19 a été coordonnée par Manuel Bompard, chef de la délégation LFI au Parlement Européen, Eric Coquerel, député LFI à l'Assemblée et Mathilde Panot, vice-présidente du groupe LFI à l'Assemblée. Elle a donné lieu à près de 105 auditions, qui ont permis d'entendre plus d'une centaine d'experts, scientifiques et citoyens.

Enfin, et peut-être encore plus important, les auditions de syndicalistes, d'associatifs, de travailleurs, de chercheurs, de citoyens engagés ou encore d'intellectuels ont permis de faire émerger des constats communs. Le monde dont nous avons besoin ne peut pas être organisé pour le profit de quelques-uns mais autour des communs et de l'aspiration à une vie digne pour chacun. Tant d'énergie populaire existe dans notre pays, tant de gens sont prêts à être utiles pour l'intérêt général. Nous ne vivons pas une parenthèse. Il ne peut y avoir de retour à la normale. Car leur monde, celui qu'ils voudraient pérenniser coûte-que-coûte est responsable de la situation. C'est avec cette mobilisation populaire que nous devons dire « Plus jamais ça » et inventer le futur. Ce document est une pierre supplémentaire sur ce chemin.